

En quelques Clics

Bulletin de veille du CGET

n° 208, 13 septembre 2017

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Cohésion sociale

• Les enjeux et les impacts de la réforme territoriale sur la mise en œuvre des politiques sociales.

C. Avenel.

Revue française des affaires sociales (RFAS), n°2017/2. pp. 359-392.

Dans cet article, les auteurs livrent une analyse des enjeux et des impacts de la nouvelle réforme territoriale sur la conception de la politique sociale et sur les modalités de sa mise en œuvre au plan local. La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe, 2015) pose à nouveau la question du devenir des compétences sociales sur les territoires. Les auteurs proposent une mise en perspective critique de cette réforme, qui recentre notamment les départements sur les solidarités, mais maintient leur rôle de chef de file dans une position incertaine entre la consolidation des grandes régions et la montée en puissance des pouvoirs intercommunaux et métropolitains.

Développement durable

• La France face au défi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

Sénat ; Hervé Maurey ; Jérôme Bignon.

Rapport d'information, n° 678, juillet 2017. 42 p. @

Afin de faire un état des lieux sur les enjeux et les défis qu'implique pour la France la mise en œuvre de ces objectifs, la Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable a organisé une table ronde le 12 juillet 2017. Cette table ronde a rappelé quelles nouveautés les objectifs de développement durable comportent pour la France et quelles sont les difficultés à surmonter pour les atteindre d'ici 2030.

• Intelligence économique et développement durable des territoires.

A. Baaziz ; V. Leveille ; H. Dou.

Revue internationale d'intelligence économique, Lavoisier, Août 2017. pp. 55-76. @

Dans cet article, les auteurs proposent une démarche d'intelligence économique répondant à une logique de développement durable, basée sur une approche fondée sur un paradigme de « coexistence » et « coopération » à travers une « spécialisation intelligente » à fort impact sociétal et économique.

Développement économique

• L'économie des plateformes : enjeux pour la croissance, le travail, l'emploi et les politiques publiques.

Darès ; Olivia Montel.

Document d'étude, n° 213, août 2017. 40 p. @

Les entreprises de type *Airbnb* et *Uber* sont devenues en quelques années des start-up mondiales, symboles de l'essor d'une "nouvelle économie". Ce document d'études cherche à cerner un peu mieux ce phénomène et à faire le point sur son

développement et sur les enjeux qu'il soulève pour les politiques publiques.

• L'économie collaborative. Décryptages – Questions - Interviews.

Emile Hodge

Grand Lyon Métropole. 03/2017 (Publ. juillet 2017) .17 p. @

Au sommaire :

Décryptage : « L'économie collaborative est morte, vive l'économie collaborative ! ».

Questions : « De nouveaux modèles économiques aux effets disruptifs ; une révolution du travail ? Une qualité de service garantie ? Un autre partage des richesses. »

• Les 6 grands défis du coworking. Synthèse des 1ères assises du coworking.

Millénaire 3. Août 2017. 32 p. @

Ce document de capitalisation reprend les grands chapitres abordés lors des Assises de février 2017 : « Garder sa vocation initiale, trouver son modèle » ; « Faire vivre une communauté, aider à sortir de la précarité, inspirer la ville, essayer au-delà des villes », « Rallier les entreprises », ...

Développement territorial

• Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs. Rapport d'étape.

R. Pointereau ; M. Bourquin.

Sénat - Délégation aux entreprises et délégation aux collectivités territoriales. Juillet 2017. 66 p. @

Exposant les pistes suivies en France ou à l'étranger, les auteurs plaident dans ce rapport pour un véritable programme national de revitalisation, abordant toutes les thématiques liées au sujet (urbanisme général, aménagement commercial et régulation des surfaces commerciales, mobilisation du foncier, fiscalité ou financements). Ils recommandent la constitution d'un groupe sénatorial de travail transpartisan chargé, avec la participation des associations d'élus locaux, de l'élaboration et du suivi de ce programme.

Education – Ens. supérieur

• Evaluer un projet éducatif territorial [PEDT]. Démarche participative, méthodologie et outils, questions évaluatives.

Observatoire des politiques locales d'éducation et de la réussite éducative (PoLoc) – Ifé / ENS de Lyon. Septembre 2017. 63 p. @

Le document de synthèse se veut une contribution à la réflexion sur l'évaluation des PEDT et se nourrit des échanges et apports des différents acteurs et partenaires éducatifs. Parmi les sujets abordés : "Une démarche d'évaluation participative et formative sur la durée" ; "Evaluation, recherche-action, mutualisation de l'état de la recherche" ; "Les problématiques éducatives récurrentes dans les PEDT".

Atlas des quartiers prioritaires

Outil d'analyse et de comparaison des quartiers prioritaires et de leur environnement



CGET
Septembre 2017 - 362 p.

@

• La prise en compte des classements internationaux dans les politiques de site.

J-M. Charpin ; G. Filliatreau ; P. Aime et al.

Inspection générale des finances (IGF) ; Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR).

Documentation française. Août 2017. 181 p. @

Le présent rapport analyse l'évolution de la visibilité des établissements d'enseignement supérieur français dans cinq des principaux classements internationaux (ARWU, QS, THE, Leiden et Webometrics). Il dresse notamment un constat de l'impact des politiques de regroupement territoriales sur ces différents classements et propose une analyse de leur influence auprès des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Egalité inégalités

• Pour passer de l'ambition politique à la réduction effective des inégalités : organiser et renforcer la politique des droits des femmes.

D. Bousquet ; C. Guiraud.

Haut-Comité à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE). Juillet 2017. 44 p. @

Le HCE formule 42 recommandations pour engager un réel tournant dans la lutte contre les inégalités et garantir une transition égalitaire attendue, qui visent à : renforcer les moyens humains et financiers des structures publiques qui agissent pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour démultiplier leur action ; se concentrer sur la mise en œuvre et le contrôle de l'application des lois et des politiques publiques en planifiant l'action et en prévoyant des points d'étape trimestriels en Conseil des ministres ; faire de l'égalité entre les femmes et les hommes un réflexe des décideurs publics.

Evaluation

• Comment l'évaluation des politiques publiques contribue-t-elle à la vie démocratique ?

Contribution de France Stratégie à l'Université d'été du Cnesco (28 août 2017).

F. Lenglard ; D. Agacinski.

France Stratégie. Septembre 2017. (en ligne). @

L'évaluation, en elle-même, désigne une pratique qui ne concerne pas seulement le champ des politiques publiques et dont l'utilité peut être pensée en dehors de toute considération démocratique. Tout type d'institution, toute forme de régime peut estimer nécessaire de disposer d'informations fiables sur l'efficacité de ses agents et de ses organismes. Dès lors, la question qui est posée est celle de savoir à quelles conditions les évaluations de politiques publiques rendent un service à la vie démocratique et enrichissent les débats qui la traversent.

Finances locales

• Les finances des collectivités locales en 2017. Etat des lieux.

Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGPL). Septembre 2017. 178 p. @

Ce rapport dresse un état des lieux des finances locales, mission ambitieuse et complexe qui permet chaque année de nourrir le débat entre parties prenantes. Après la vue d'ensemble sur les années 2016 et 2017, l'analyse détaillée des finances des collectivités suit classiquement la nature des opérations budgétaires. Chaque niveau de collectivité (secteur communal, département et région) fait l'objet d'une fiche dédiée. A partir de cette année, le rapport comporte également un dossier approfondissant un sujet spécifique ; le sujet retenu pour cette édition porte sur l'analyse des effectifs des collectivités locales en 2015 à partir des données de l'Insee.

Habitat - Logement

• Logement et inégalités.

F. Bouillon ; A. Clerval ; S. Vermeersch.

Espaces et Sociétés (éd. Erès), n° 170. 2017/3. 224 p.

Ce dossier documente les dynamiques contemporaines de (re)production des inégalités relatives au logement et à l'habitat. Il traite des limites du droit au logement, des incidences des programmes de renouvellement urbain sur les trajectoires résidentielles, des effets sociaux des politiques de mixité sociale ou de réduction des coûts de l'énergie dans différents contextes nationaux.

• Bilan 2016 des logements aidés. Les caractéristiques des opérations de financement des logements et leur répartition territoriale.

Ministère de la Cohésion des territoires. 08/2017. 104 p. @

Ce rapport présente des analyses détaillées des opérations financées en France métropolitaine par le programme 135 « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat ». Il inclut également une présentation synthétique des logements financés par l'Anru, l'Association foncière logement (AFL), l'Anah et par le programme 123 dans les DOM.

• Relogement, insertion et gestion urbaine de proximité. Les chiffres au 31 décembre 2016. PNRU.

Agence nationale de la rénovation urbaine (Anru). Septembre 2017. 28 p. @

Au sommaire : chiffres-clés ; le relogement (avancement, trajectoires résidentielles) ; l'insertion (dispositifs, bénéficiaires des clauses d'insertion, les emplois créés dans le cadre de la Gup) ; gestion et tranquillité des quartiers (Gup, études de sûreté et de sécurité publiques).

Indicateurs

• Les niveaux de vie en 2015.

J. Argouarc'h, M-C. Cazenave-Lacrouts - Insee.

Insee Première, n° 1665. Septembre 2017. 4 p. @

En 2015, en France, le niveau de vie médian de la population s'élève à 20 300 euros annuels, soit un montant légèrement plus élevé que celui de 2014 en euros constants. Après une forte baisse en 2013, les inégalités globales, mesurées par l'indice de Gini, restent stables depuis 2014. Le seuil de pauvreté monétaire, qui correspond à 60 % du niveau de vie médian de la population, s'établit à 1 015 euros mensuels. La pauvreté ainsi définie touche 14,2 % de la population, proportion stable par rapport à 2014 ; néanmoins, l'intensité de la pauvreté diminue.

Jeunesse

• Les CCAS/CIAS, un des principaux acteurs des dispositifs d'accompagnement à la parentalité. Investir socialement dès le plus jeune âge jusqu'à l'adolescence.

Union nationale des centres communaux d'action sociale (Unccas). Août 2017. 40 p. @

Quelle action sociale locale pour les personnes mineures et leurs familles ? Quelles modalités d'accompagnement ? Quels publics (toute la population ou uniquement les quartiers et familles en difficulté...) ? Quel financement et quels acteurs ? Quels bénéfices pour le territoire ? Voici quelques-unes des questions abordées dans ce document dont le propos est étayé par l'analyse de nombreux exemples d'actions menées dans 9 villes du territoire français.

• Notice de la démarche « 1001 territoires pour la réussite de tous les enfants ».

Fédération des centres sociaux et socioculturels de France. Publ. Juillet 2017. 24 p. @

Ce document pose plusieurs repères pour aider des centres sociaux qui veulent travailler la question de la lutte contre les inégalités scolaires liées aux origines sociales, dans leur quartier, dans leur ville, dans leur commune. Pas de recette miracle, de méthode clé en mains, mais des éléments d'éclairage, des conseils, des propositions d'étapes en fonction de différents scénarios et des points de vigilance à adapter en fonction des territoires et des pratiques.

Lutte contre les discriminations

• Le chômage des immigrés : quelle est la part des discriminations ?

Dominique Meurs - Institut national d'études démographiques (Ined).

Population et Sociétés, n° 546. Août 2017. 4 p. @

En France, les immigrés et fils et filles d'immigrés sont plus souvent au chômage que les autres personnes. Cela vient-il de discriminations à leur égard, ou d'autres facteurs comme un moindre niveau d'instruction ? S'appuyant sur l'enquête *Trajectoires et Origines*, l'auteur démêle l'influence des différents facteurs jouant sur le taux de chômage pour isoler celle liée aux discriminations.

• Représentation de la diversité de la société française à la télévision et à la radio - Rapport au Parlement : exercice 2016.

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Août 2017. 385 p. @

Ce rapport a donc pour objet de présenter au Parlement, comme le prévoit l'article 3-1 de la loi du 30 septembre 1986, l'état de la représentation de la diversité dans les médias audiovisuels, ainsi que les actions menées par le Conseil en la matière en 2016. Il y formule dix préconisations et présente des axes de travail pour les exercices à venir.

Littoral

• Des pressions plus fortes en bord de mer, surtout dans les territoires ruraux et périurbains.

CGDD ; SOeS ; Sébastien Colas.

Data Lab – Essentiel, juin 2017. 4 p. @

Le littoral métropolitain est caractérisé par une forte concentration de territoires artificialisés et de population (résidents permanents et touristes). Cette concentration est nettement supérieure à celle observée en moyenne, sur l'ensemble du territoire. Décryptage.

Mobilité - Transports

• Reimagine places : mobility as a service (Maas).

Cabinet KPMG. Août 2017. 32 p. [En anglais] @

Le cabinet KPMG a publié récemment un dossier à destination des collectivités récapitulant les exigences requises dans le cadre de la mise en place d'une politique de type "mobility as a service". Cinq analyses sont proposées sur la base des critères suivants : cadre rural/urbain, types de choix modal, niveau de réglementation.

Numérique

• Le très haut débit pour tous en 2022 : un cap à tenir.

H. Maurey ; P. Chaize.

Sénat - Commission de l'Aménagement du territoire et du Développement durable. Septembre 2017. 46 p. @

Le 19 juillet dernier, la Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du Sénat a organisé une table ronde réunissant les principaux acteurs du numérique. La rencontre a permis notamment de faire un point sur la mise en œuvre des programmes de couverture fixe et mobile, leurs réussites et leurs difficultés. Les échanges ont mis également en évidence des incertitudes persistantes qui doivent être impérativement levées afin d'atteindre l'objectif du très haut débit pour tous en 2022.

Politique de la ville

• Politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens.

Sénat ; Annie Guillemot ; Valérie Létard.

Rapport d'information, n° 662, juillet 2017. 118 p. @

Les deux rapporteuses ont examiné les grands axes de réforme : la nouvelle géographie prioritaire, les contrats de ville et les moyens de droit commun, les conseils citoyens et enfin le nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU). Elles émettent 27 recommandations afin d'améliorer la mise en œuvre de cette réforme.

Ruralité

• Localisation et effets des télécentres dans les territoires ruraux : le cas du Cantal (France).

L. Salgueiro ; G. Puel ; V. Fernandez.

Cybergeog : *European journal of geography* [En ligne], Espace, Société, Territoire, document 827. Août 2017. @

Bien que l'engagement des politiques publiques en faveur du télétravail ne soit pas récent, les aménageurs français ont recours aujourd'hui encore au déploiement de télécentres quand une nouvelle vague « d'objets » voit déjà le jour (espaces de « coworking », « FabLabs », etc.). À partir d'une étude empirique menée dans le Cantal, cet article interroge les effets des télécentres sur l'espace dans les territoires isolés à dominante rurale en France.

Santé

• Accès aux soins : promouvoir l'innovation en santé dans les territoires.

Sénat ; Jean-Noël Cardoux ; Yves Daudigny.

Rapport d'information, n° 686, juillet 2017. 42 p. @

La France ne manque pas de professionnels de santé mais leur répartition sur le territoire est très inégale. La question de l'accès géographique aux soins cristallise parfois un sentiment d'abandon d'une partie des concitoyens et des élus. Elle est surtout le symptôme de fragilités territoriales dont les enjeux dépassent la politique de santé et appellent une réponse cohérente des différentes politiques publiques. Pour les rapporteurs, il est nécessaire de bâtir des réponses concertées avec les acteurs de terrain pour agir plus efficacement.

Sécurité - Prévention

• Projet Margin : analyser les perceptions de l'insécurité dans cinq pays d'Europe.

S. Bellit ; Hugo d'Arbois de Jubainville.

Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP). *Grand Angle*, n° 45. Août 2017. 28 p. @

L'objectif du projet européen *Margin tackle insecurity in marginalised areas* est d'analyser les perceptions de l'insécurité en Europe, en fonction des individus et des quartiers où ils résident, mais également de fournir aux acteurs publics et aux citoyens des outils d'analyse et de politiques publiques fiables, afin d'appuyer l'étude et la réduction des perceptions de l'insécurité.

Urbain

• Dépasser les bornes : mise en œuvre de projets d'urbanisation supra-communaux dans les agglomérations urbaines (thèse).

Marc-Antoine Messer.

Science Politique - Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Juillet 2017. 414 p. @

Cette recherche questionne la tentative d'une réadéquation partielle du territoire fonctionnel de l'aire urbaine et du territoire institutionnel de la planification par le seul projet urbain. Plus globalement, elle montre la grande influence des valeurs attribuées au local sur les actions des acteurs et les pratiques de l'intercommunal. Au-delà du seul cas helvétique, la présente

recherche contribue à améliorer les connaissances sur la capacité des différentes collectivités locales à coopérer et à interagir dans une aire urbaine fortement fragmentée pour formuler une réponse collective aux défis territoriaux. [Extrait du résumé de l'auteur]

• Rôle et limites des tiers-lieux dans la fabrique des villes contemporaines.

R. Besson.

Revue.org ; juillet 2017 @

La notion de tiers-lieux se développe de manière essentiellement empirique. Elle recouvre des réalités multiples, comme des projets de *coworking spaces*, de *living labs* et de *fab labs*. Certains tiers-lieux s'intéressent tout particulièrement à la ville et aux nouvelles conditions de la fabrique urbaine. En s'appuyant sur des méthodes d'innovation ouverte et le potentiel des outils numériques, ces tiers-lieux défendent l'idée d'un urbanisme qui ne soit plus le patrimoine exclusif d'experts, mais qui soit co-produit avec les habitants et les utilisateurs des villes.

• Urban resilience and crisis management - Perspectives, barriers and innovative pathways.

Cerema. Septembre 2017. 80 p. Coll. *Connaissances*. @

Du 28 au 30 septembre 2016, s'est tenu à Lyon un séminaire franco-allemand sur la résilience urbaine et la gestion de crise. Ce séminaire a réuni des scientifiques, des experts et des praticiens de l'action publique de France et d'Allemagne pour aborder de façon interdisciplinaire et collective la complexité des situations qui génèrent la crise ou qui en résultent, la multiplicité des champs à investir pour améliorer la résilience, l'intégration des populations aux défis à relever. Parmi les idées qui ont émergé, on peut retenir le besoin de développer des approches intersectorielles, la nécessité d'être attentif aux problématiques transfrontalières et la mobilisation des nouvelles technologies.

• Inventer la ville de demain [Podcast]

Raphaël Besson.

The Conversation. 12 mn. Juillet 2017. @

Le Think tank *The Conversation France* a réalisé une série d'interviews dans le cadre du Forum *European Lab* de Lyon, qui vise entre autres à défendre la culture – au sens large – comme un outil d'émancipation, de consolidation sociale et de développement économique et territorial. Dans ce podcast, Raphaël Besson nous parle d'innovation sociale, et en particulier de la préfiguration d'un « *living-lab* » urbain à Marseille, qui vise à réintroduire les usagers au cœur de l'innovation, en sortant la recherche du laboratoire.

Actualité législative et réglementaire

• Décret n° 2017-1335 du 12 septembre 2017 portant création du comité et du délégué interministériel pour la reconstruction des îles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. @

• Décret du 6 septembre 2017 portant nomination d'un commissaire général M. Albertini (Jean-Benoît) [CGET]. @

• Décret n° 2017-1317 du 4 septembre 2017 relatif au haut-commissaire à l'économie sociale et solidaire et à l'innovation sociale. @

• Décret n° 2017-1316 du 1er septembre 2017 portant création de la métropole dénommée « Saint-Etienne Métropole ». @

• Décret n° 2017-1185 du 21 juillet 2017 modifiant le décret n° 2014-394 du 31 mars 2014 portant création du Commissariat général à l'égalité des territoires. @
Ce décret institue notamment un délégué interministériel pour le renouveau du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais.

• Décret n° 2017-1182 du 20 juillet 2017 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance. @

Ce décret entérine la baisse de 20% des crédits finançant principalement la DETR, la dotation de soutien à l'investissement local et la dotation politique de la ville.

• Instruction DGFP relative à la réforme des critères de classement des communes en zone de revitalisation rurale (ZRR) parue au BOFPI du 6 septembre 2017. @

• Circulaire [ministère de la Cohésion des territoires] du 12 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la deuxième génération de conventions d'utilité sociale (CUS). @

• Pôles de compétitivité - Evaluation à mi-parcours de la période 2013-2018 (Réponse ministérielle publiée au JO du 6 septembre 2017). @

• Question écrite n° 235 (Assemblée nationale) relative à l'évolution de l'organisation territoriale de la sécurité de proximité en petite couronne parisienne. Août 2017. @

Focus Territoires

Auvergne-Rhône-Alpes

• **Le schéma d'aménagement Auvergne-Rhône-Alpes : ambitions et défis.**

Ceser Rhône-Alpes ; J-C. Michel.

Juillet 2017. 62 p. @

> Bretagne

• **Projections de population à 2050 en Bretagne.**

Agence d'urbanisme de Brest-Bretagne

Flash démo, n°11. Août 2017. 2 p. @

Grand Est

• **Entre transition numérique et fracture territoriale, quelle équité numérique pour le territoire ?**

Première partie - Constats : les fractures numériques.

Ceser Grand Est.

Été 2017. 26 p. @

• **La nouvelle géographie communale et intercommunale du département des Vosges.**

C. Kuhn, S. Villaume, F. Wiand - Insee.

Insee Flash, n° 16. Juillet 2017. 2 p. @

• **Mode de vie et formes urbaines ... Une adéquation à construire ?**

Agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise (Adéus).

Les Notes de l'Adéus, n° 243. Juillet 2017. 8 p. @

Hauts-de-France

• **Atouts et défis des Hauts-de-France.**

J-M Mierlot; C. Tassart ; G. Baron ; J-M Mierlot et al. - Insee.

Insee analyses, n° 53 à 57. Août 2017. 4 p.

• **Près d'un salarié sur deux des services à haute valeur ajoutée travaille dans la métropole lilloise.**@

• **Les emplois des activités numériques portés par la dynamique de la métropole lilloise.**@

• **La troisième région logistique française de France.**@

• **La structure d'activité des entreprises régionales freine la création de richesse.**@

• **Contrôle et dépendance des entreprises : une économie régionale à la fois influente et dépendante.**@

Ile-de-France / Grand Paris

- **Développement économique et entrepreneuriat : quelles actions intercommunales ? Focus sur des territoires ruraux et en politique de la ville.**

O. Mandon ; A. Marsal.

IAU-IDF. 28 août 2017. 2 vol (82 et 115 p.) @

Normandie

- **Les systèmes urbains en Normandie : aires urbaines, métropoles, réseaux d'échanges.**

I. Bigot ; B. Dardaillon ; C. Fichot et al.

Insee-Dossier, n° 6, juillet 2017. 24 p. @

- **Vallée de la Seine. Les données clés. Structure du tissu économique.**

Agence d'urbanisme de Rouen et des boucles de Seine et Eure.

Vallée de la Seine. Les données clés, n°5, juil. 2017. 4 p. @

Nouvelle-Aquitaine

- **L'intermodalité en Nouvelle-Aquitaine.**

Ceser Nouvelle-Aquitaine ; N. Renaudin.

Juillet 2017. 128 p. @

- **La construction neuve de logements. Résultats à fin juillet 2017.**

Dreal Nouvelle-Aquitaine.

Données, n° 56. Août 2017. 4 p. @

Occitanie

- **Co-construire la ville de demain : une évaluation de la redynamisation du centre-ville d'Alès.**

Annie Louya-Kihidou.

Université Grenoble Alpes - Institut d'urbanisme de Grenoble.

Juillet 2017. 173 p. @

Provence Alpes Côte d'Azur

- **Les services publics et les services aux publics. Les conséquences de l'évolution de la législation dans les territoires de Paca. Rapport.**

S. Davin - Ceser Paca

Juillet 2017. 26 p. @

Pays de la Loire

- **La situation des transports en Pays de la Loire. Les effectifs salariés du secteur transport en 2016.**

Dreal Pays de la Loire - Service connaissance des territoires et évaluation.

Septembre 2017. 24 p. @

Outre-Mer

- **Une majorité de femmes parmi les cadres en Martinique mais les inégalités professionnelles perdurent.**

N. Augustine, E. Dalmassie, P. Clarenc.

Insee analyses, n° 21. Septembre 2017. 4 p. @

- **Une natalité record. Naissances 2016 à Mayotte.**

S. Merceron - Insee.

Insee flash, n° 54. Août 2017. 2 p. @

- **Une population vieillissante. Évolutions démographiques depuis 60 ans [La Réunion].**

S. Ajir ; R. Baktavatsalou ; S. Seguin - Insee.

Insee analyses, n° 25. Août 2017. 4 p. @